

# Défis de novation et de non-dissolution du Parti communiste français

Paul Boccara

**Les communistes sont face à un défi existentiel, avec l'exigence de novation radicale à l'opposé des pressions extérieures et internes contre l'existence même du PCF.**

**En effet, la riposte aux mesures de grande ampleur de Sarkozy et de son gouvernement peut constituer l'occasion d'une novation très profonde. Cette riposte ne concerne pas seulement la critique des mesures et la résistance. Cela concerne le besoin de contre-propositions, suffisamment aiguës et cohérentes pour être à la hauteur et convaincre du bien-fondé de l'opposition, arracher des reculs, avancer vers une autre perspective. C'est aussi le besoin de rassemblements larges sur de telles contre-propositions. Cela renvoie à de nouveaux développements à partir du projet de société et de civilisation que nous avons déjà pu commencer à avancer et qui reste largement inutilisé par les directions. Et cela au lieu de discréditer nous-mêmes nos acquis, et d'avoir la naïveté de croire régler, à partir d'une douzaine de débats généraux, des élaborations prenant des années de recherches précises et d'expérimentations, en les coupant en outre des exigences d'éclairage des luttes concrètes.**

**A**insi, nous avons déjà pu influencer tous les syndicats et les partis politiques en contribuant, après un travail d'une dizaine d'années, à inspirer la thématique de la «sécurisation des parcours professionnels».

Mais il faut arriver à mobiliser largement sur des avancées concrètes, face aux mesures de Sarkozy, en direction d'une sécurité d'emploi ou de formation, au lieu de négliger cette question fondamentale, en liaison avec les luttes. Et on peut faire des propositions également très nouvelles et rassembleuses sur la promotion des services publics.

Comment, à la fois, contribuer à rassembler largement dans les luttes et à élaborer des contre-propositions valables, pour contrer les mesures hyper-libérales et pour développer un projet de société alternatif ? Et comment remonter, ce faisant, la pente de notre déclin ?

Est-ce que cela veut dire diluer les communistes dans une autre organisation, une nouvelle formation politique, comme le prétendent plusieurs dirigeants et plusieurs options soumises à l'assemblée extraordinaire de décembre ? Ou au contraire, cela ne signifie-t-il pas développer l'originalité du PCF, d'apports au mouvement social et à l'ensemble de la gauche, à des transformations démocratiques, grâce à une novation très profonde de sa propre organisation ?

Dans les questionnements proposés pour l'assemblée extraordinaire de décembre 2007 préparatoire au congrès de 2008, cette alternative proprement existentielle est banalisée sous la forme : – faut-il une novation du PCF ? – faut-il créer un nouveau parti ?

Et cette alternative est accompagnée de mises en cause de nos propositions pour un projet de société alternatif, au lieu de son développement, et d'une résignation à ce qui serait seulement «possible», au nom des échecs.

## Les défis d'une riposte à la hauteur de l'ampleur des mesures de Sarkozy

À propos des mesures de Sarkozy et de son gouvernement, en relation avec les exigences du MEDEF, il ne s'agit pas de subir l'avalanche des annonces et des débuts de mise en œuvre, en se contentant de dénoncer et de protester. On peut mobiliser largement en éclairant les citoyens contre la fatalité d'un rouleau compresseur tout puissant.

Il ne s'agit pas non plus de laisser dans l'illusion démagogique les travailleurs et citoyens que le pouvoir impressionne. Il convient de lister et de décortiquer les différentes dispositions, pour montrer leur caractère nocif, mais aussi leur cohérence réactionnaire et encore leur contenu illusoire, démagogique, ainsi que la possibilité d'une toute autre cohérence, de progrès social fondamental.

On doit pouvoir montrer que favoriser la richesse par les exonérations fiscales et de cotisations sociales, et faire pression sur les «coûts salariaux», en opposant entre eux les salariés, sous prétexte que le capital apportera de l'emploi et de la croissance, est une illusion.

Cela s'opposera au contraire, pour l'essentiel, à l'emploi, aux salaires et à la croissance réelle. D'ailleurs, déjà la crise finan-

cière de la spéculation sur l'immobilier montre, à la fois, l'illusion du « tous propriétaires comme les riches » et le gâchis des faveurs au capital favorisant la spéculation contre la croissance, les salaires et l'emploi.

Il convient aussi de montrer qu'on peut faire reculer et battre ces mesures, en faisant monter la protestation rassembleuse, comme déjà il y a eu une forte critique et un premier recul sur la TVA sociale.

Il convient enfin de saisir, pour chaque mesure particulière, les milieux les plus concernés pour entraîner des rassemblements plus vastes, et aussi de les mettre en cohérence et de les hiérarchiser, pour un développement organisé de la riposte pour une autre cohérence, avec d'autres mesures immédiates.



Il faut, bien sûr, des mobilisations particulières, sur les différents thèmes : sur les franchises médicales, les régimes spéciaux de retraite, la mise en cause du droit de grève, le pouvoir d'achat des salariés, la privatisation de Gaz de France, les suppressions d'emploi dans l'école et les services publics, la réforme universitaire, le Traité simplifié européen (conservant la domination de la BCE), la chasse aux immigrés, le Grenelle sur l'écologie ne touchant pas aux gestions pour la rentabilité financière. Mais aussi on devrait montrer la cohérence de toutes ces mesures, favorisant les profits et le capital sous prétexte de permettre une croissance durable, alors que cela fera prédominer les placements financiers, la spéculation et les exportations de capitaux, les rejets sociaux. **On doit poser la question de l'utilisation de l'argent et notamment de l'argent public. Pour qui ? Pour quoi ? Avec quels pouvoirs ? On doit insister sur l'opposition entre prélèvements financiers et prélèvements publics ou sociaux.**

Mais aussi, il convient de souligner l'importance cruciale des dispositions sur le marché du travail et de l'emploi, avec des contre-propositions pour permettre un vaste rassemblement de tous les salariés, de tous leurs syndicats, ainsi qu'entre eux et les partis de gauche, à l'opposé de leurs divisions. Cela concerne tout particulièrement la négociation sur le marché du travail, qui a déjà commencé entre MEDEF et syndicats, avec la pression des exigences de Sarkozy et la menace d'une loi, ou de mesures gouvernementales. Cette question est largement sous-estimée.

C'est la pression d'abord pour le « contrat unique » favorisant le licenciement sous prétexte de supprimer l'opposition CDD-CDI et de pousser à l'emploi, ou plus récemment la pression pour la dite « séparation à l'amiable » du MEDEF et pour des contrats allant dans le même sens, d'allongement de la période d'essai et de licenciements sans motif et sans recours judiciaire. C'est aussi la prétendue « sécurisation des parcours professionnels », avec notamment une fusion ANPE-UNEDIC, mais pour faire d'avantage pression pour qu'on accepte n'importe quel emploi à bas salaire. On veut aussi faire accepter la précarité fondamentale contre quelques miettes de soutien public aux licenciés, en désresponsabilisant les entreprises, ou encore des formations très insuffisantes et sans débouché dans l'emploi.

Tout cela concerne certes au premier chef les syndicats, leur riposte unitaire, mais aussi le risque de leur division et de leur intégration comme sur la sécurisation des parcours professionnels. Mais cela ne concerne pas seulement les syndicats. Aux pressions du pouvoir politique présidentiel doivent répondre le soutien et l'apport conséquent des partis de gauche, à l'opposé des grandes insuffisances actuelles. Il s'agit tout particulièrement de l'apport du PCF sur le triangle institutionnel : – objectifs sociaux de sécurisation, faisant reculer le passage par la case chômage, – pouvoirs des travailleurs, dans les entreprises et dans le service public de l'emploi, – moyens financiers, argent public et du crédit. On devrait préciser la relation des nouvelles institutions, avancées dans notre contribution récente à une proposition de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, avec les contre-propositions face aux mesures du gouvernement Sarkozy et du MEDEF.

Cela pourrait concerner un autre service public de sécurisation de l'emploi et de la formation, des conférences démocratiques pour l'emploi et la formation dans les régions et les départements pour le retour à l'emploi (à l'opposé notamment du revenu de solidarité active, d'abaissement des emplois) et les aides aux créations d'emplois, avec des Fonds régionaux pour un crédit à taux abaissés, en relation d'ailleurs avec les élections municipales et cantonales. Cela viserait aussi le rôle majeur de la formation continue démocratisée, pour le développement de chacun et pour un autre travail, au lieu d'opposer le travail à la création d'emplois et de formation, comme le fait Sarkozy.

Et il faudrait avancer de façon analogue sur un autre développement des services publics : avec une coopération créatrice de tous les usagers avec tous les personnels, un rôle considérable des associations d'usagers et de leur formation, un nouveau financement, et avec des coopérations européennes et internationales.

Du point de vue de la hiérarchisation des contre-propositions et d'une autre cohérence, un troisième axe serait, face à l'hyper-présidentialisme de Sarkozy et aux mesures constitutionnelles du comité Balladur, l'exigence d'un ressourcement des assemblées élues, et de nouveaux pouvoirs de démocratie participative et d'intervention, depuis les entreprises, les services publics et les localités, dès maintenant en fait et dans la perspective d'une VI<sup>e</sup> République.

Tout cela renvoie à la responsabilité du PCF par rapport aux luttes et aux idées, et aussi vis-à-vis des débats entre les syndicalistes et le pouvoir, ou par rapport aux partis de gauche. C'est ainsi que nous avons réclamé et obtenu la création du Collectif Riposte du PCF, et son action avec la manifestation du 27 octobre. Mais, du point de vue de la novation du parti communiste, l'expérience du collectif confirme déjà deux choses :

- 1) La responsabilité propre du PCF avec son originalité d'apports et d'initiatives, y compris pour inciter à une mobilisation de toute la gauche. Ainsi, c'est après cette décision concernant le 27 octobre qu'a pu avoir lieu une rencontre et une déclaration commune des partis de gauche puis un programme de discussions entre eux, si limités qu'ils soient encore, quant au contenu et aux actions.
- 2) La très grande insuffisance actuelle, pour des raisons culturelles et d'organisation, d'une liaison nouvelle de nos propositions avec l'activité de tous les communistes et avec d'autres sur le terrain.  
Qu'en sera-t-il notamment du développement de campagnes sur les différents thèmes après le 27 octobre ? On saisit sans doute le besoin de changement radical du parti communiste, contre les insuffisances culturelles de fond ou sur la formation, tout particulièrement pour de grandes campagnes sur les objectifs sociaux, les pouvoirs, les moyens financiers, au lieu de la majoration de rencontres au sommet des partis de gauche.



### Défis de novation profonde du PCF

Une novation profonde du parti communiste devrait pouvoir s'opposer aussi bien à sa stagnation et à sa faiblesse actuelle, qu'au rejet de ses acquis, et qu'à sa dilution dans une autre formation, et cela afin de contribuer efficacement aux luttes et à un rassemblement transformateur de toute la gauche. En ce qui concerne la novation, la refondation et le rassemblement à gauche, il convient de tirer les leçons de la campagne des élections présidentielles.

La campagne électorale de Sarkozy et les ralliements de collaboration ultérieurs ont montré l'ampleur de l'unité et du rassemblement à droite, avec la récupération de thèmes d'extrême droite ou même de gauche (comme la démagogie sur la sécurisation des parcours professionnels).

Mais tout cela s'est opéré sous domination d'un programme transformateur de droite agressif, pour une véritable « révolution conservatrice ». Et cela a permis l'attraction des forces dominantes de la société, de la richesse et des capitalistes sur de nombreux salariés, avec la division des salariés et notamment le slogan « travailler plus pour gagner plus ».

Au contraire la gauche a été très divisée. Mais aussi elle a été marquée par la mise en avant de thèmes de droite par

Ségolène Royal, favorisant « l'original », en faisant au contraire reculer le projet social de gauche audacieux sur l'emploi. Tandis que le PCF, après avoir tenté de se diluer dans les Comités anti-libéraux, a très peu suffisamment mis en valeur notre programme social audacieux, comme sur la sécurisation de l'emploi et de la formation, les moyens financiers et les pouvoirs des travailleurs et citoyens.

Il y a donc besoin d'un vaste rassemblement unitaire à gauche, mais sans baisse de l'audace transformatrice sociale de gauche, avec des contre-propositions se démarquant nettement de la droite pour une autre cohérence et pour les luttes. C'est dire l'importance de la contribution d'un PCF, dépassant ses faiblesses actuelles par une novation profonde, en développant les deux axes de son originalité, par rapport au PS ou à l'extrême gauche :

- à la fois, pour le rassemblement de toute la gauche, avec des mesures réalistes, avec la possibilité de participer au gouvernement ;
- et en même temps, pour l'audace transformatrice des mesures de portée révolutionnaire et les luttes indépendantes, depuis les entreprises, les services publics, les localités.

Comment accepter les différentes formules de dissolution et de nouvelle formation politique au lieu du PCF, proposées au nom du rassemblement !

Comment accepter notamment la dissolution et la dilution du parti communiste dans une autre organisation, incluant seulement une sensibilité communiste et la coiffant avec des non-communistes ! Ce qui n'est pas du tout la même chose que travailler largement avec des non-communistes et d'autres organisations. Il s'agit encore, pour d'autres, tout en continuant à s'appeler communiste, d'une dissolution et d'une dilution avec d'autres quand même, en régressant sur notre identité marxiste, par rapport à l'extrême gauche ou par rapport à des sociaux démocrates.

En outre, on privilégie l'organisation et des ententes de sommet. Alors que c'est la bataille sur le fond, depuis le terrain, qui est la plus déterminante.

L'aiguïsement et la cohérence nécessaire de contre-propositions aux mesures de Sarkozy, l'organisation des luttes à la base rassembleuses sur de telles propositions, ainsi que sur un projet de société alternatif, supposent l'apport original d'un PCF changeant lui-même profondément, pour se développer à partir de ses meilleurs acquis, par rapport aux faiblesses et handicaps de sa régression actuelle.

Cela, à partir de ses avancées récentes précieuses, comme sur la sécurisation de l'emploi et de la formation et pour de nouvelles avancées, comme sur les services publics ou sur l'Union européenne.

Au contraire, la déclaration de Marie-George Buffet disant « pas de guide de lecture préalable », tend, en fait, à faire table rase des acquis. Cela renvoie au recul des directions nationales du PCF sur l'organisation des luttes à partir de nos avancées originales de portée rassembleuse et révolutionnaire.

D'où l'exigence d'une démocratisation très profonde du PCF. Il faudrait avancer vers une démocratie participative et d'intervention non seulement dans le pays, mais d'abord dans le parti communiste, à l'opposé de la prédominance des délégations de pouvoir et de l'accapement de la direction par un petit groupe.

Cela concerne, dans le parti comme dans le pays, de nouvelles formes de pouvoirs décentralisés, depuis le local, et concertés



aux différents niveaux. La forme parti actuelle elle-même doit sans doute changer pour aider aux interventions en permanence depuis les entreprises, les services publics et les localités, jusqu'au plan national et européen, au lieu de viser avant tout l'alternance au gouvernement.

On a parlé d'un Congrès de Tours à l'envers. Mais le Congrès de Tours, c'est d'abord la rupture avec la capitulation social-démocrate, la mise en avant des luttes dans les entreprises et le développement de la théorie issue de Marx, non la priorité de l'électoratisme, mais pour des élus à l'appui de ces luttes pratiques et d'idées. OC'est l'apport précieux de Tours. Ce n'est pas seulement la référence à la dictature soviétique et au modèle étatiste, dont nous nous sommes en principe écartés et par rapport auxquels nous devons exprimer notre opposition de façon systématique, avec un projet de société de liberté pour chacun(e).

Cela renvoie à une véritable révolution culturelle dans le parti communiste, avec une remontée formidable d'une culture alternative (tandis que les anciens repères ont été perdus sans être suffisamment remplacés), avec une organisation massive des élaborations sur les réalités actuelles et les propositions, de la formation des militants si négligée et des capacités d'intervention des communistes.

Cela exige une articulation avec les expérimentations des luttes sur le terrain et un va-et-vient entre culture et formation d'une part, expérimentation des luttes et rassemblements d'autre part. Cela concerne le rassemblement des trois bases sociales de la transformation de dépassement du capitalisme :

- 1) Toutes les catégories de salariés et leurs luttes de classe ;
- 2) Les femmes et les générations ;
- 3) Les populations issues de l'immigration ainsi que tous les peuples et aires culturelles du monde.

### Radicalité d'une novation du PCF et d'une refondation à gauche

Le cycle politique ouvert par le programme commun de la gauche se termine sans doute par un défi existentiel pour le PS et toute la gauche. L'effort pour marginaliser les idées communistes révolutionnaires et pour céder au social-libéralisme et au centrisme se retourne désormais contre l'accession du PS et de la gauche au pouvoir. De même, l'union jusqu'au gouvernement, sans la majoration des luttes autonomes à la base par le PCF en relation avec les novations hardies de son projet, a contribué à son déclin.

La création d'un espace politique de débat et d'organisation de l'action commune de toute la gauche, qui serait souhaitable, suppose l'originalité des apports de chaque parti pour les confronter en liaison avec leurs expérimentations dans l'action. C'est très différent de la « fédération de la gauche » corsetée, proposée par François Hollande. Mais cela réclame aussi l'appel à la participation citoyenne depuis le terrain au débat et à l'élaboration.

Cependant, le PS est mis au défi, après sa division sur le traité constitutionnel européen, d'une unité d'écoute des aspirations populaires et non de régression vers le social-libéralisme favorisant la droite populiste. Au-delà de la France, cela renvoie encore, pour le PCF, à d'autres relations avec les partis et mouvements plus au moins proches de lui en Europe et dans le monde. Mais, sans céder aux pressions éventuelles du Parti de la Gauche européenne pour noyer les communistes dans des partis dits de gauche social-démocratisés. Il s'agit

de réaliser une autre construction de l'Union européenne contre la flexisécurité, pour une autre BCE, une avancée du modèle social et de la démocratie. Il s'agit également du rapprochement de l'Union européenne avec les pays émergents et en développement, contre l'hégémonie des États-Unis favorisant la domination maximum du capitalisme et du libéralisme, pour une avancée de civilisation de toute l'humanité. D'ailleurs, des exigences nouvelles montent dans ce sens, comme celle d'une refondation du FMI.

Face à l'assimilation du communisme au stalinisme ou même à l'Union Soviétique, il convient de développer une grande campagne avec des actes symboliques sur notre novation très profonde en liaison avec notre contribution aux luttes démocratiques. Cela concerne la bataille sur les valeurs et la civilisation, valeurs humanistes et valeurs communistes de notre époque : pour un dépassement des maux et des points forts du capitalisme et du libéralisme, de leurs libertés dans l'inégalité des moyens matériels et informationnels, pour un partage des pouvoirs, des ressources, des informations, des rôles, pour un PCF d'un communisme de liberté pour chacun, d'un communisme de démocratie participative et d'intervention de tous.

Le refus de la dissolution du PCF et de la dilution dans une nouvelle organisation politique, tout légitime qu'il soit, ne suffit pas. Le changement radical et efficace face à nos échecs répétés ne peut être accaparé par une fuite, devant la difficulté d'une novation très profonde du Parti communiste français lui-même, dans l'aventurisme d'une dissolution et de la formation d'une autre organisation.

Et il ne s'agit pas de dédouaner les directions poussant à cette dissolution, de leurs responsabilités et des orientations inopérantes ayant conduit aux échecs.

Un vrai changement de progrès doit concerner une prise en main, de démocratie participative et d'intervention, des novations culturelles d'un projet de société de partage et de promotion de chacun, par tous les communistes et leurs directions, ainsi que par le plus possible d'autres.

Face à la mondialisation capitaliste et hyper-libérale, il ne s'agit ni d'un simple anticapitalisme, ni de mesures d'autorité superficielles, ni du suivisme des courants à la mode. Devant les échecs de la transformation sociale fondamentale, malgré des conquêtes importantes, du parti socialiste et du parti communiste, il faut mettre en cause précisément l'étatisme des uns et des autres et non invoquer de façon vague des conceptions qui auraient échoué.

Cela se rapporte au respect des libertés du libéralisme et du marché capitaliste des uns, ou à leur négation pour un étatisme autoritaire dans l'ancien modèle puis à l'effondrement des repères des autres, au lieu de leur dépassement par une construction novatrice. On a une expression de ce dépassement avec la mobilité dans la sécurité de promotion des emplois ou des formations, visant à dépasser la mobilité du chômage, en permettant son éradication.

On doit pouvoir montrer comment les interventions créatrices de chacun, avec des institutions de pouvoirs partagés, pourraient animer une autre société de maîtrise de son sort par chacun.

De nos jours cette société est devenue possible, ce qui ne veut pas dire fatale, avec la révolution informationnelle et ses potentiels de partage d'informations et de créativité. Cette dernière ne concerne pas seulement l'économie mais toute la vie en société, de l'écologie à la culture ■